

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

26 juin 2023

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à soutenir les expatriés belges et les
entreprises belges établis en Afrique victimes
de *de-risking***

(déposée par M. Michel De Maegd et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

26 juni 2023

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de ondersteuning van de in Afrika
gevestigde Belgische expats en bedrijven die
het slachtoffer worden van *de-risking***

(ingediend door de heer Michel De Maegd c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis de nombreuses années, les comptes bancaires de ressortissants belges et d'entreprises belges établis dans plusieurs pays d'Afrique se retrouvent de plus en plus souvent fermés unilatéralement.

Une telle situation a évolué au cours de ces derniers mois au point de devenir, aujourd'hui, presque systématique. Parmi les principaux pays concernés par ce phénomène, figurent la République centrafricaine, le Gabon ou encore la République Démocratique du Congo.

Ce phénomène ne frappe pas exclusivement la Belgique. Les Français qui résident en Afrique ont également été confrontés à ce qu'ils appellent la *débancarisation*, pratique plus connue sous le terme de "*de-risking*".

Les conséquences peuvent être dévastatrices pour les personnes et entreprises concernées. Confrontées au *de-risking*, elles se retrouvent, en effet, démunies et souvent impuissantes, et ce d'autant plus que le dialogue avec les institutions bancaires utilisant ce procédé semble souvent très complexe.

Les raisons de ces fermetures imposées sont à chercher dans les mesures anti-corruption prises en Europe et aux États-Unis.

Comme l'explique M. Christophe-André Frassa, sénateur français ayant travaillé sur le sujet, "les banques considèrent qu'il y a des pays qui ne répondent pas aux critères européens de la transparence, de lutte contre le blanchiment et contre la corruption. Le deuxième problème est lié aux États-Unis qui ont déclaré à ces grandes banques que si elles souhaitaient faire des transactions en dollars, il fallait clôturer les comptes de personnes qui résident dans certains pays. Des compatriotes se retrouvent ainsi du jour au lendemain persona non grata parce qu'ils ont le malheur de résider dans des pays où la conjonction de dictats américains et de la réglementation européenne fait qu'ils sont au mauvais endroit au mauvais moment".

En d'autres termes, le problème n'est pas lié aux opérations financières observées sur le compte d'un client, mais simplement au pays dans lequel celui-ci réside.

¹ Selon la définition de l'U.S. Department of State: "De-risking refers to the phenomenon of financial institutions terminating or restricting business relationships with clients or categories of clients to avoid, rather than manage, risk."

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het verschijnsel bestaat al jaren maar neemt in omvang toe: de eenzijdige afsluiting van bankrekeningen van in Afrikaanse landen gevestigde Belgische onderdanen en bedrijven.

Die praktijk heeft de voorbije maanden een dermate hoge vlucht genomen dat men zou gaan denken dat er een systeem achter zit. Onder meer in de Centraal-Afrikaanse Republiek, in Gabon en in de Democratische Republiek Congo is het probleem het grootst.

Niet alleen Belgen krijgen ermee te maken, ook Fransen die in Afrika wonen. Zij noemen het '*débancarisation*', internationaal beter bekend onder de benaming '*de-risking*'.¹

Voor de betrokken mensen en bedrijven kunnen de gevolgen rampzalig zijn. Door *de-risking* vallen ze immers plotsklaps zonder financiële middelen en staan ze vaak hulpeloos, temeer daar het veelal zeer moeilijk blijkt in dialoog te treden met de banken die aldus handelen.

Vaak zijn die gedwongen afsluitingen van bankrekeningen ingegeven door anticorruptiemaatregelen in Europa en in de Verenigde Staten.

De Franse senator Christophe-André Frassa heeft zich in het onderwerp verdiept en licht toe dat "*les banques considèrent qu'il y a des pays qui ne répondent pas aux critères européens de la transparence, de lutte contre le blanchiment et contre la corruption. Le deuxième problème est lié aux États-Unis qui ont déclaré à ces grandes banques que si elles souhaitaient faire des transactions en dollars, il fallait clôturer les comptes de personnes qui résident dans certains pays. Des compatriotes se retrouvent ainsi du jour au lendemain persona non grata parce qu'ils ont le malheur de résider dans des pays où la conjonction de dictats américains et de la réglementation européenne fait qu'ils sont au mauvais endroit au mauvais moment*".

Met andere woorden, het probleem houdt niet zozeer verband met de financiële verrichtingen op de bankrekening van een klant, maar eenvoudigweg met het land waar die klant woont.

¹ Volgens het U.S. Department of State luidt de definitie daarvan: "*De-risking refers to the phenomenon of financial institutions terminating or restricting business relationships with clients or categories of clients to avoid, rather than manage, risk.*"

Cette situation a des conséquences financières et opérationnelles considérables pour ces acteurs clés qui contribuent activement au développement économique, culturel et social des pays africains, tout en renforçant leurs liens avec la Belgique.

Les expatriés belges, qu'ils soient employés auprès d'organisations internationales, de sociétés privées ou d'ONG, jouent un rôle essentiel en Afrique. Leur présence et leur expertise contribuent à la prospérité économique des pays hôtes, favorisent les échanges culturels et sociaux, et facilitent les transferts de connaissances et de compétences. Ils représentent également des ambassadeurs informels de la Belgique, renforçant ainsi sa visibilité et son influence dans la région.

De même, les entreprises belges établies en Afrique sont des acteurs économiques de premier plan. Elles investissent dans divers secteurs tels que l'énergie, les infrastructures, l'agriculture, les télécommunications et la finance, créant des emplois et stimulant la croissance économique. Ces entreprises contribuent à la diversification des économies africaines, favorisent les transferts de technologie et renforcent les partenariats commerciaux entre la Belgique et les pays africains.

Cependant, malgré leur contribution significative, les expatriés et les entreprises belges établis en Afrique sont confrontés à des difficultés persistantes lorsqu'il s'agit de maintenir leurs comptes bancaires en Belgique. La fermeture de ces comptes constitue un obstacle majeur, entraînant des perturbations financières et opérationnelles considérables pour les individus et les entreprises concernés. Cela peut conduire à des retards de paiement, à des difficultés pour gérer les transactions commerciales et à une perte de confiance de la part des partenaires commerciaux et des investisseurs potentiels.

Il est essentiel de reconnaître l'importance de maintenir des relations bancaires solides et durables avec les expatriés belges et les entreprises belges opérant en Afrique. Ces acteurs représentent un atout majeur pour la Belgique et contribuent à la promotion de ses intérêts économiques et diplomatiques. En soutenant leur accès aux services bancaires en Belgique, la présente proposition de résolution énonce des mesures visant à préserver les liens et la coopération entre la Belgique et les pays africains, et à renforcer la confiance des acteurs économiques dans le système financier belge.

La France l'a d'ailleurs compris. Depuis juin 2022, les règles régissant le droit au compte bancaire y ont été adaptées (décret du 13 mars 2022 entré en vigueur

Die situatie heeft aanzienlijke financiële en operationele gevolgen voor deze belangrijke spelers, die actief bijdragen aan de economische, culturele en sociale ontwikkeling van de Afrikaanse landen, waarbij ze tegelijkertijd de banden van die landen met België versterken.

De Belgische expats spelen een essentiële rol in Afrika, ongeacht of ze voor internationale organisaties, particuliere bedrijven of ngo's werken. Hun aanwezigheid en expertise dragen bij tot de economische welvaart van de gastlanden, bevorderen de culturele en sociale uitwisselingen en vergemakkelijken de overdracht van kennis en van vaardigheden. Zij fungeren tevens als informele ambassadeurs van België, waardoor de Belgische zichtbaarheid en invloed in de regio worden versterkt.

Evenzo zijn de in Afrika gevestigde Belgische bedrijven belangrijke economische spelers. Zij investeren in verschillende sectoren zoals energie, infrastructuur, landbouw, telecommunicatie en financiën, creëren banen en stimuleren de economische groei. Die bedrijven dragen bij tot de diversificatie van de Afrikaanse economieën, bevorderen de overdracht van technologieën en versterken de handelspartnerschappen tussen België en de Afrikaanse landen.

Ondanks hun gewichtige bijdrage krijgen de in Afrika gevestigde Belgische expats en bedrijven voortdurend te maken met moeilijkheden om hun bankrekeningen in België aan te houden. De afsluiting van die bankrekeningen vormt een groot probleem en leidt tot grote financiële en operationele verstoringen voor de betrokken personen en bedrijven. Een en ander kan leiden tot achterstallen, tot problemen bij het beheer van de handelstransacties en tot een vertrouwensverlies bij de handelspartners en de potentiële investeerders.

Het belang van solide en duurzame bankrelaties met de Belgische expats en met Belgische bedrijven in Afrika mag niet worden veronachtzaamd. Die spelers vormen een belangrijke troef voor België en dragen bij tot de behartiging van de Belgische economische en diplomatieke belangen. Met het oog op de ondersteuning van hun toegang tot de bankdiensten in België bevat dit voorstel van resolutie verzoeken tot het treffen van maatregelen om de banden en de samenwerking tussen België en de Afrikaanse landen in stand te houden en om het vertrouwen van de economische spelers in het Belgisch financieel stelsel te versterken.

Frankrijk heeft dat trouwens al begrepen. Sinds juni 2022 zijn de regels inzake het recht op een bankrekening er aangepast (decreet van 13 maart 2022, met

le 13 juin 2022) afin de soutenir, notamment, les expatriés français et les entreprises françaises se trouvant à l'étranger.

Concrètement, si un Français résidant à l'étranger demande l'ouverture d'un compte dans une banque française et qu'il n'obtient pas satisfaction dans les 15 jours, il peut désormais s'adresser à la Banque de France qui désignera d'office une banque du lieu de son choix.

Si elle refuse le client, la banque désignée devra dûment motiver sa décision auprès de la Banque de France. Faute de motivation circonstanciée, la banque désignée sera tenue de fournir tous les services bancaires courants (virements, encaissements, dépôts et retraits d'espèces, relevés mensuels, consultation du compte à distance, carte bancaire, etc.).

Chez nous, l'arrêté royal du 16 décembre 2022 relatif au service bancaire de base pour les entreprises a mis en œuvre les articles VII.59/4 à VII.59/8 du Code de droit économique. L'objectif de cet arrêté royal est d'offrir la possibilité aux entreprises qui rencontrent, dans la pratique, des difficultés pour bénéficier d'un compte bancaire, d'ouvrir un compte assorti de services de paiement, à condition d'être établies en Belgique.

La décision de désignation d'un prestataire du service bancaire de base est alors notifiée au prestataire du service bancaire de base par courrier recommandé. Celui-ci peut refuser d'offrir le service bancaire de base, mais une telle décision doit être motivée sur le fondement d'une liste de motifs de refus préétablie.

À ce stade, un tel soutien n'existe pas pour les expatriés belges, ni pour les entreprises dirigées par des Belges établies à l'étranger.

Dans sa circulaire "NBB_2022_03 / Attentes prudentielles par rapport au phénomène de "de-risking"" du 1^{er} février 2022, la Banque nationale de Belgique rappelait que les obligations des établissements financiers en matière de lutte contre le blanchiment d'argent ne les dispensaient pas de respecter les autres réglementations, en ce compris celles contre la discrimination.

La Banque nationale confirme "qu'il n'est pas approprié, ni conforme avec les exigences légales et réglementaires en matière de LBC/FT2, que la politique d'acceptation des clients d'un établissement financier érige en règle l'exclusion de toute relation d'affaires avec des clients

² Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

inwerkingtreding op 13 juni 2022), ter ondersteuning van met name de Franse expats en bedrijven in het buitenland.

Concreet: als een in het buitenland wonende Franse onderdaan verzoekt om bij een Franse bank een rekening te openen en daar binnen de 15 dagen geen gevolg aan wordt gegeven, dan kan hij zich voortaan tot de Banque de France richten, die een bank zal aanduiden op de door hem gekozen locatie.

Indien die bank de klant weigert, moet zij haar beslissing naar behoren motiveren ten aanzien van de Banque de France. Zonder uitvoerige motivering zal de aangeduide bank ertoe verplicht zijn alle courante bankdiensten aan te bieden (overschrijvingen, inningen, stortingen en opnames in contanten, maandelijks afschriften, raadpleging van de bankrekening vanop afstand, bankkaart enzovoort).

In België heeft het koninklijk besluit van 16 december 2022 houdende de basisbankdienst voor ondernemingen uitvoering gegeven aan de artikelen VII.59/4 tot VII.59/8 van het Wetboek van economisch recht. Dit koninklijk besluit strekt ertoe de bedrijven die in de praktijk moeilijkheden ondervinden om een bankrekening te verkrijgen, de mogelijkheid te bieden een bankrekening met betalingsdiensten te openen, op voorwaarde dat zij in België gevestigd zijn.

De beslissing inzake de aanduiding van een basisbankdienstaanbieder wordt de betrokken aanbieder per aangetekende zending ter kennis gebracht. Hij kan weigeren de basisbankdienst aan te bieden, maar moet zijn beslissing omkleden met redenen uit een vooraf opgestelde lijst van motieven.

Tot dusver bestaat dergelijke steun noch voor de Belgische expats, noch voor de ondernemingen die worden geleid door in het buitenland gevestigde Belgen.

In haar circulaire NBB_2022_03 / Prudentiële verwachtingen ten aanzien van "de-risking" van 1 februari 2022 heeft de Nationale Bank van België eraan herinnerd dat de verplichtingen van de financiële instellingen in verband met de strijd tegen het witwassen van geld die instellingen niet vrijstellen van de inachtneming van de andere regelgeving, inclusief die tegen discriminatie.

De Nationale Bank bevestigt "dat het niet passend noch in overeenstemming met de wettelijke en reglementaire SWG/FT-vereisten² is dat het cliëntacceptatiebeleid van een financiële instelling bij wijze van regel alle zakelijke relaties met potentiële of bestaande cliënten uitsluit op

² SWG/FT staat voor "strijd tegen het witwassen van geld en de financiering van terrorisme".

potentiels ou existants sur la base de critères généraux tels que, entres autres, leur appartenance à un secteur économique déterminé ou un lien avec un pays à haut risque (sans préjudice d'autres dispositions légales éventuellement applicables ou des mesures d'application des dispositions contraignantes en matière d'embargos financiers).

(...).

Elle invite dès lors les établissements financiers dont la politique d'acceptation comprendrait de telles dispositions à les abroger dans les meilleurs délais." (Circulaire NBB_2022_03, I. La portée de l'évaluation globale des risques et de la politique d'acceptation des clients, p. 5).

Michel De Maegd (MR)
Sophie Wilmès (MR)
Benoît Piedboeuf (MR)
Christophe Bombled (MR)

basis van algemene criteria, zoals het feit dat deze cliënten behoren tot een bepaalde bedrijfstak of banden hebben met een land met een hoog risico (onverminderd eventuele andere toepasselijke wettelijke bepalingen of maatregelen die uitvoering geven aan bindende bepalingen inzake financiële embargo's).

(...)

Bijgevolg verzoekt zij de financiële instellingen waarvan het acceptatiebeleid dergelijke bepalingen bevat om deze zo spoedig mogelijk op te heffen." (Zie de circulaire NBB_2022_03, I. Reikwijdte van de algemene risico-beoordeling en van het cliëntacceptatiebeleid, blz. 5.)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. tenant à rappeler le principe de la liberté contractuelle;

B. comprenant l'importance pour les établissements financiers de respecter les règles en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme;

C. estimant néanmoins que les refus de contracter ou les ruptures contractuelles peuvent résulter d'une mise en œuvre inadéquate, par les établissements financiers, de leurs obligations découlant des dispositions légales et réglementaires applicables en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme;

D. considérant que de nombreux expatriés belges et entreprises belges établis en Afrique rencontrent régulièrement des difficultés lorsqu'il s'agit d'ouvrir ou de maintenir leurs comptes bancaires en Belgique;

E. considérant que les expatriés belges jouent un rôle essentiel dans le cadre du renforcement des liens économiques, culturels et sociaux entre la Belgique et les pays africains, contribuant ainsi à leur prospérité et à leur développement mutuel;

F. considérant l'importance des entreprises belges établies notamment en Afrique, qui génèrent des emplois et favorisent la coopération économique bilatérale;

G. observant que la fermeture des comptes bancaires belges peut entraîner, pour les expatriés et les entreprises établis notamment en Afrique, des conséquences financières et opérationnelles néfastes, ainsi qu'une diminution de la confiance et de la crédibilité des investisseurs et partenaires commerciaux potentiels;

H. ayant reçu de nombreux témoignages en ce sens et appels à l'aide de la part de citoyens belges résidant en République démocratique du Congo, lors de la mission de la Commission des Relations extérieures s'étant rendue dans ce pays du 26 mai au 1^{er} juin 2023;

I. considérant la responsabilité assumée par les institutions financières en matière de développement économique de la société;

J. considérant la circulaire de la Banque nationale Belge du 1^{er} février 2022 portant sur les Attentes prudentielles par rapport au phénomène de "de-risking";

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. staat erop te herinneren aan het beginsel van de contractuele vrijheid;

B. ziet in dat het voor de financiële instellingen belangrijk is de regels inzake de strijd tegen het witwassen van geld en de financiering van terrorisme na te leven;

C. vindt niettemin dat de weigeringen om te contracteren of de contractbreuken het resultaat kunnen zijn van een inadequate nakoming door de financiële instellingen van hun verplichtingen die voortvloeien uit de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de strijd tegen het witwassen van geld en de financiering van terrorisme;

D. stipt aan dat veel in Afrika gevestigde Belgische expats en bedrijven geregeld moeilijkheden ondervinden met het openen of het aanhouden van bankrekeningen in België;

E. wijst erop dat de Belgische expats een essentiële rol spelen bij het aanhalen van de economische, culturele en sociale banden tussen België en de Afrikaanse landen en zo bijdragen tot de welvaart van die landen en tot de wederzijdse ontwikkeling;

F. beklemtoont het belang van de met name in Afrika gevestigde Belgische ondernemingen, die banen creëren en de bilaterale economische samenwerking bevorderen;

G. merkt op dat de afsluiting van Belgische bankrekeningen funeste financiële en operationele gevolgen kan hebben voor de met name in Afrika gevestigde expats en bedrijven, alsook dat dit ten aanzien van potentiële investeerders en zakenpartners het vertrouwen en de geloofwaardigheid op het spel zet;

H. heeft veel getuigenissen in die zin gehoord alsook verzoeken om hulp gekregen van Belgische burgers die in de Democratische Republiek Congo verblijven, *in casu* tijdens de zending naar dat land van de commissie voor Buitenlandse Betrekkingen van 26 mei tot 1 juni 2023;

I. onderstreept de verantwoordelijkheid die de financiële instellingen dragen inzake de economische ontwikkeling van de samenleving;

J. verwijst naar de circulaire van de Nationale Bank van België van 1 februari 2022 over de prudentiële verwachtingen ten aanzien van "de-risking";

K. considérant l'arrêté royal du 16 décembre 2022 relatif au service bancaire de base pour les entreprises;

1. S'INTERROGE sur les pratiques de plus en plus généralisées adoptées par les institutions financières qui refusent de contracter ou qui rompent des contrats avec leurs clients en fonction de l'endroit où ils résident;

2. ENCOURAGE LES AUTORITÉS COMPÉTENTES, notamment la Banque nationale de Belgique (BNB) et la Cellule de Traitement des Informations Financières (CTIF), à sensibiliser les institutions financières belges quant à l'importance de maintenir des relations bancaires solides et durables avec les expatriés belges et les entreprises belges opérant à l'étranger;

3. DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

3.1. de mener une analyse complète et sérieuse de la situation des expatriés et entreprises belges établis en Afrique victimes de *de-risking*;

3.2. d'analyser l'opportunité d'élargir les règles s'appliquant aux entreprises établies en Belgique aux particuliers, citoyens belges résidant à l'étranger, d'une part, et aux éventuelles entreprises qu'ils y dirigent, d'autre part;

3.3. de rappeler aux banques l'ensemble des règles auxquelles elles sont soumises, ainsi que leurs responsabilités en matière de développement économique de la société;

3.4. d'examiner les mesures législatives, réglementaires et/ou administratives qu'il s'impose de mettre en œuvre pour faciliter l'accès et le maintien des comptes bancaires en Belgique pour les expatriés belges et les entreprises belges établis en particulier en Afrique;

3.5. de soutenir, plus largement, l'ensemble des expatriés belges et de leurs entreprises quant à leur accès à tous les services bancaires courants.

2 juin 2023

Michel De Maegd (MR)
Sophie Wilmès (MR)
Benoît Piedboeuf (MR)
Christophe Bombled (MR)

K. verwijst naar het koninklijk besluit van 16 december 2022 houdende de basisbankdienst voor ondernemingen;

1. PLAATST VRAAGTEKENS BIJ de almaar algemenere praktijk van de financiële instellingen om contracten te weigeren of om contracten met hun klanten te verbreken op grond van de plaats waar de betrokkenen verblijven;

2. MOEDIGT DE BEVOEGDE OVERHEDEN, en meer bepaald de Nationale Bank van België (NBB) en de Cel voor Financiële Informatieverwerking (CFI), AAN om de Belgische financiële instellingen er bewust van te maken dat het belangrijk is solide en duurzame bankrelaties te onderhouden met de Belgische expats en de Belgische ondernemingen die in het buitenland actief zijn;

3. VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

3.1. een volledige en ernstige analyse te verrichten van de situatie van de in Afrika gevestigde Belgische expats en bedrijven die het slachtoffer zijn van *de-risking*;

3.2. te analyseren of het wenselijk is om de regels die op de in België gevestigde ondernemingen van toepassing zijn, eveneens toepasbaar te maken op de in het buitenland verblijvende particulieren die Belgisch staatsburger zijn, alsook op de ondernemingen aan het hoofd waarvan de betrokkenen daar eventueel staan;

3.3. de banken te herinneren aan alle regels waaraan zij onderworpen zijn, alsook aan hun verantwoordelijkheden inzake de economische ontwikkeling van de samenleving;

3.4. te onderzoeken aan welke wetgevende, regelgevende en/of bestuurlijke maatregelen concreet uitvoering dient te worden gegeven om de toegang tot en het aanhouden van bankrekeningen in België te vergemakkelijken voor de meer bepaald in Afrika gevestigde Belgische expats en bedrijven;

3.5. meer algemeen alle Belgische expats en hun ondernemingen te ondersteunen in verband met hun toegang tot alle gebruikelijke bankdiensten.

2 juni 2023